

COMMUNIQUÉ DU BUREAU POLITIQUE DE L'UNION POPULAIRE RÉPUBLICAINE

Le Bureau politique de l'Union populaire républicaine (UPR) exprime son indignation au sujet des attaques récurrentes dont François Asselineau a été la cible de la part de militants de Florian Philippot pendant toute la campagne des élections européennes.

Le Bureau politique de l'UPR assure François Asselineau de son total soutien.

À l'instar des « Patriotes » de M. Philippot, de nombreuses structures politiques ont repris à leur compte les analyses que l'UPR et François Asselineau développent depuis plus de 17 ans. La presse a ainsi identifié 7 listes aux élections européennes du 9 juin 2024, plus ou moins euro-critiques, et qui tournent autour de l'idée du Frexit sans toujours l'exprimer clairement, contre 3 listes en 2019 et 1 seule (les listes interrégionales de l'UPR) en 2014.

On peut regretter que les personnalités qui conduisent les 6 autres listes concurrentes de la nôtre aient refusé de rejoindre l'UPR que François Asselineau a conçue et fondée le 25 mars 2007 comme une grande alliance au-dessus du clivage droite-gauche ouverte à tous les Français désireux de rendre à la France sa souveraineté et son indépendance. Cet émiettement est, cependant, un phénomène politique classique que l'on observe dès lors qu'une idée gagne en popularité. C'est ce que l'on constate par exemple pour l'idée écologique de laquelle pas moins de 4 listes se réclament pour cette élection.

Alors que les militants des autres listes revendiquant le « Frexit » sont restés neutres vis-à-vis de François Asselineau pendant la campagne, un certain nombre de partisans de M. Philippot se sont montrés très agressifs à l'égard de l'UPR et de son Président. Nous notons aussi que les militants de M. Philippot ont réservé leurs attaques à la seule personne de M. Asselineau, ignorant les dirigeants des autres listes du « Frexit ».

Les attaques en question ont débuté lors de l'émission « Bistrot Libertés » du 6 mars dernier, au cours de laquelle l'animateur Éric Morillot et la « sociétaire » de l'émission, et journaliste, Myriam Palomba (qui n'avait pas encore annoncé sa présence sur la liste des « Patriotes ») se sont acharnés contre François Asselineau, en voulant absolument le faire passer pour le diviseur du camp des « souverainistes ». Pendant plus de 40 minutes, et en contradiction avec toute déontologie journalistique, ils l'ont pressé de s'allier à Florian Philippot et, accessoirement, à Nicolas Dupont-Aignan (qui n'avait pas encore décidé de retirer sa candidature et de ne soutenir personne) dans le cadre de son fumeux concept d'« union des droites ».

Comme l'a fait remarquer François Asselineau pendant ce guet-apens politique, c'est le Bureau politique de l'UPR – et non pas le Président seul – qui donne ou non son accord aux alliances électorales. En vertu de l'article 12.2 des Statuts de l'UPR, le Bureau politique se prononce en effet « en tant qu'organe délibératif sur toute question de stratégie politique et programmatique » lorsque le président le juge nécessaire, ce qui est ici le cas.

Dès lors, les attaques des partisans de M. Philippot qui ont accusé de façon lancinante M. Asselineau de refuser toute alliance parce qu'il aurait un « ego démesuré » sont insupportables à entendre pour les autres membres du Bureau politique.

C'est en parfaite connaissance de la personnalité et du parcours politique de M. Philippot, et de ses attaques contre notre mouvement politique depuis de nombreuses années que le Bureau politique a fixé, collectivement, sa ligne de conduite à l'endroit du Président des « Patriotes ».

Notre position sur cette question est un choix collectif mûrement réfléchi. C'est pourquoi nous avons décidé de prendre la plume ensemble à ce sujet. Cette position n'est en aucun cas le caprice individuel du Président de l'UPR ou le résultat d'un quelconque conflit de personnes.

Malgré ce rappel fait en séance par François Asselineau lors de l'émission « Bistrot Libertés », les attaques personnelles formulées à son encontre ont continué avec les mises en cause formulées par M. Jean-Maxime Corneille lors de l'émission de « Géopolitique profonde » du 23 avril. Celui-ci a encore jugé nécessaire de les rééditer le lendemain, par une série de [tweets](#) gratuitement insultants contre le président de l'UPR, qualifié notamment d'« imbuvable ».

Ces attaques s'accompagnent d'agissements hostiles, voire agressifs, de quelques activistes issus de la mouvance des « Patriotes » qui ont cherché à perturber certaines réunions publiques de François Asselineau dans le cadre de la campagne de ces élections européennes. D'autres ont même tenté de créer un incident devant le siège de notre mouvement le 27 avril, ce qui nous a forcés à déposer une main courante au commissariat de police. Ils ont réitéré leur opération le 10 mai.

Plus récemment encore, c'est M. Philippot lui-même qui s'en est directement pris à François Asselineau en l'attaquant dans l'émission les « Incorruptibles » du 19 mai, sans parler des emprunts incessants par M. Philippot d'idées, de formules ou de propositions politiques que le Président de l'UPR développe depuis plus de 17 ans.

Au point où nous en sommes rendus et compte tenu de l'agressivité de certains partisans fanatisés de Florian Philippot à l'égard de François Asselineau, des traquenards médiatiques qu'ils lui tendent, et des pressions psychologiques qu'ils essayent d'exercer sur les sympathisants de l'UPR par les réseaux sociaux, le Bureau politique a décidé de publier la mise au point qui suit.

Le Bureau politique de l'UPR estime :

- **1) que M. Florian Philippot a continuellement voulu nuire à l'UPR depuis qu'il a quitté le FN en septembre 2017, en refusant notre main tendue et en cherchant à accaparer, pour son profit personnel, tout l'appareil analytique et programmatique que nous avons accumulé depuis plus de 17 ans de combat politique ;**
- **2) que M. Florian Philippot ne présente ni la constance politique, ni la fermeté de conviction, ni l'éthique personnelle qui le rendraient digne de confiance pour une alliance ;**
- **3) qu'il agit exactement comme s'il cherchait à affaiblir et, finalement, rendre inopérant ce qu'il prétend défendre, en y accolant son image d'activiste d'extrême droite, démagogue et opportuniste, qui fait fuir la grande masse des Français.**

=====

Sur le point 1) : Florian Philippot a continuellement voulu nuire à l'UPR depuis qu'il a quitté le FN en septembre 2017, en refusant notre main tendue et en cherchant à accaparer, pour son profit personnel, tout l'appareil analytique et programmatique que nous avons accumulé depuis plus de 17 ans de combat politique.

=====

a) M. Philippot s'est mis à plagier l'UPR

Pendant les 5 années où il fut vice-président du Front National, M. Philippot n'a eu de cesse que de défendre, sur toutes les chaînes de radio et de télévision, les projets « d'autre Europe » du parti frontiste.

En témoigne un [recensement](#) que nous avons fait à l'époque des projets multiples défendus par les dirigeants du FN. Nous avons décompté les 3 projets différents « d'autre Europe » développés par M. Philippot lui-même.

Mais cet engouement de M. Philippot pour une « autre Europe » fut soudain entravé par deux événements :

- d'une part, il fut battu dans sa circonscription de Forbach aux législatives de 2017 ;
- d'autre part, Mme Le Pen lui [montra la porte de sortie](#) parce qu'il avait créé un groupuscule interne - dénommé « Les Patriotes » - dans l'objectif transparent de noyauter le FN à son profit.

Chassé du FN, M. Philippot opéra alors un virage programmatique à 180°, en se découvrant une passion pour le Frexit que l'UPR proposait depuis 10 ans.

Alors que la logique, l'éthique et le simple bon sens eussent voulu qu'il prenne contact avec nous et demande d'adhérer à l'UPR pour y obtenir une place en vue, M. Philippot a tout au contraire décidé de nous ignorer et de développer sa structure « Les Patriotes » en reprenant à son compte la quasi-totalité de nos analyses et de nos propositions, et en s'en attribuant sans vergogne la paternité.

Cette volonté de nous plagier a même pris une tournure pathétique et quasi obsessionnelle :

- l'UPR ayant pris comme logo, 10 ans plus tôt, le rameau d'olivier figurant à l'avvers de la célèbre pièce de 1 Franc gravée par Oscar Roty en 1897, M. Philippot n'a pas eu d'autre idée que de prendre la figure de la Semeuse, située au revers de la même pièce, pour en faire le logo de son parti, « Les Patriotes ».
- l'UPR ayant choisi la couleur dite « bleu sarcelle » pour son logo, M. Philippot a choisi la couleur orange, qui en est l'opposée exacte selon le classement des couleurs Pantone.
- l'UPR ayant adopté, puis publié, une Charte fondatrice le 25 mars 2007, M. Philippot a fait de même pour « Les Patriotes » 10 ans plus tard.
- Etc.

Cependant, ce plagiat trouva une limite, qu'il n'est pas dénué d'intérêt de rappeler ici. M. Philippot s'était refusé avec la dernière énergie à proposer la sortie de l'OTAN, estimant même qu'il était fondamental d'y rester après avoir quitté l'Union européenne. Jouant sur les ambiguïtés et tablant sur le manque de discernement du public, il afficha comme d'autres sa volonté de [faire sortir la France du seul « Commandement militaire intégré de l'OTAN »](#), comme si la situation de 2024 - où n'existent plus ni URSS ni Pacte de Varsovie - était identique à celle de 1966 lorsque de Gaulle y procéda.

b) Contrairement à l'accusation entretenue par M. Philippot et ses proches, François Asselineau a tendu la main à celui-ci

Lorsque M. Philippot a été chassé du FN, entouré d'un grand battage médiatique, la question s'est posée, au Bureau politique de l'UPR, de savoir quelle devait être notre attitude à son égard.

Certains membres du Bureau politique, ainsi que des adhérents, estimaient que l'UPR devait prendre l'initiative de lui proposer de nous rejoindre. Ils rappelaient que l'UPR est en soi déjà une alliance, ouverte à toutes les bonnes volontés, qui prend un soin méticuleux à se situer au-dessus du clivage droite-gauche.

D'autres membres du Bureau Politique, et d'autres adhérents, y étaient réticents voire très hostiles, compte tenu de la place de n°2 du parti d'extrême-droite que M. Philippot venait d'occuper pendant cinq ans. Ils rappelaient que, pour préserver à l'UPR son positionnement au-dessus du clivage droite-gauche, nous devons veiller à ne jamais publier d'analyses ou prendre des positions qui offusqueraient l'un ou l'autre des deux camps, au point de nous les aliéner définitivement.

C'est précisément ce souci constant de surmonter le clivage droite-gauche qui a valu à l'UPR, depuis sa création, d'être classée en « divers » par le ministère de l'Intérieur lors des consultations électorales. C'est-à-dire ni à droite, ni à gauche, ni à l'extrême droite, ni à l'extrême gauche.

François Asselineau opta pour la première des deux opinions. Partant du principe que M. Philippot avait pu se tromper en ralliant le FN et pouvait sincèrement le regretter, il se décida à lui tendre la main en lui proposant publiquement de se rallier à l'UPR par cette [vidéo](#) du 20 septembre 2017.

c) Le refus de Florian Philippot de rejoindre l'UPR et son affirmation en janvier 2018 qu'il est le seul responsable politique français à proposer le Frexit, devant un Jean-Jacques Bourdin complice

Or, Florian Philippot n'a pas daigné répondre à cette main tendue de François Asselineau.

Ou, plus exactement, pour toute réponse, il a fait savoir quelques semaines plus tard le [22 janvier 2018](#), au micro de Jean-Jacques Bourdin sur RMC où il continuait d'être généreusement invité, qu'il était [le seul au sein de la classe politique française](#) à proposer le « Frexit ».

M. Bourdin qui avait [reçu](#) François Asselineau lors de la campagne présidentielle de 2017, savait pertinemment qu'une telle affirmation était fausse et même grossièrement provocatrice. Mais il se garda bien de contredire M. Philippot, préférant malicieusement lui demander de confirmer qu'il était bien le seul à défendre le Frexit sur la scène politique française.

Ce que fit M. Philippot.

Cet épisode, où est apparue une complicité insoupçonnée entre MM. Bourdin et Philippot, a scellé définitivement - pour beaucoup de nos sympathisants, adhérents et cadres - l'image de menteur et d'individu sans scrupules et malhonnête de M. Philippot.

Il en est resté également l'idée que M. Philippot appartient manifestement à des réseaux de solidarité auxquels nous n'appartenons pas, et qu'il semble s'être donné pour mission d'invisibiliser, de remplacer et finalement de démolir l'UPR et François Asselineau dont la présence à l'élection présidentielle de 2017 avait autant surpris qu'indisposé l'oligarchie.

Lors de l'émission « Bistrot libertés » du mercredi 6 mars 2024, Myriam Palomba, qui milite ouvertement pour M. Philippot, a osé nier que ce dernier ait prétendu chez M. Bourdin être le seul responsable politique français à défendre le Frexit.

Comme chacun peut le constater sur la vidéo d'archive, elle a menti.

d) Le projet de Florian Philippot de balayer politiquement l'UPR grâce à la notoriété qu'il avait acquise comme vice-président ultramédiatisé du FN

Ayant été [le responsable politique français le plus médiatisé](#) sur 2 ans entre septembre 2015 et septembre 2017 avec 554 passages dans les médias audiovisuels - soit 1 tous les 2 jours, et jusqu'à 7 passages médias sur une seule journée – M. Philippot pensait arracher au FN, en le quittant, quelques pourcentages de voix pouvant lui assurer des élus.

Il quittait du reste le mouvement frontiste avec plusieurs députés européens et les financements afférents, ainsi que plusieurs conseillers régionaux, ces mandats ayant été obtenus sous la bannière FN.

Lui-même s'en allait confortablement avec un mandat de conseiller régional et un mandat de député européen. La presse a d'ailleurs révélé qu'il était très souvent absent du Parlement européen où il n'a [quasiment rien fait](#), moyennant quoi il veut maintenant y être réélu pour être le « Nigel Farage français » ! Que ne l'a-t-il été entre 2014 et 2019 !

Fort de cette notoriété médiatique phénoménale, de ses mandats et de ses moyens financiers, M. Philippot était convaincu de pouvoir, sans peine, balayer politiquement l'UPR tout en s'accaparant le corpus idéologique et programmatique élaboré par François Asselineau pendant 10 ans et patiemment diffusé par lui sur Internet et à travers toute la France à l'occasion de centaines de conférences.

M. Philippot tablait sur le fait que l'UPR, privée de tout accès aux médias, serait dans l'incapacité de dénoncer haut et fort le vol intellectuel et politique dont elle était la victime, tandis que lui pourrait continuer à se produire dans les grands médias où il continuait mystérieusement d'avoir ses entrées.

Aux quelques rares intervieweurs sur des médias en ligne qui l'interrogeaient sur l'existence de l'UPR, M. Philippot répondait avec un air narquois et méprisant que François Asselineau gérait son « entreprise » et qu'il ne souhaitait pas en entendre parler. Ce fut le cas par exemple à l'émission sur la chaîne des Indécis en novembre 2017 (à [1:00](#)).

Or, les choses ne se sont pas passées comme le prévoyaient M. Philippot et ses appuis.

Il faut rappeler ici que l'invitation de M. Philippot chez M. Bourdin du 22 janvier 2018 s'inscrivait dans le contexte très particulier de la campagne électorale de 2 élections législatives partielles, dans le Val-d'Oise et dans le territoire de Belfort, auxquelles M. Philippot présentait pour la première fois des candidats sous l'étiquette « Les Patriotes ».

Son objectif était clairement de profiter de sa notoriété nationale exceptionnelle pour que ses candidats écrasent électoralement les candidats de l'UPR, présents aux législatives précédentes, qui se représentaient dans la même circonscription.

Pour assurer ce triomphe des « Patriotes » sur l'UPR, Philippot bénéficia d'ailleurs de complicités médiatiques considérables, lui assurant une couverture médias hors normes, à la différence de l'UPR qui fut une nouvelle fois totalement invisibilisée. Ainsi, pour la simple élection législative partielle de Belfort, Philippot eu droit à des articles complets, avec photo :

- [Le Monde](#) du 22 janvier 2018
- [Le Point](#) du 24 janvier 2018
- [20 Minutes](#) du 26 janvier 2018, qui décrit même Sophie Montel, candidate de Philippot, comme étant la « vedette du scrutin »
- [Paris Match](#) du 27 janvier 2018

Or, et malgré l'avantage en apparence écrasant de l'hypermédiatisation des « Patriotes » et de la censure totale de l'UPR, nous fîmes quasiment jeu égal dans les urnes avec M. Philippot, que ce soit à Belfort ou dans le Val-d'Oise. Sa stratégie d'anéantissement de l'UPR ne fonctionna pas, car les électeurs attentifs firent bien la différence entre l'original, travaillant à l'époque depuis 10 ans avec abnégation, et un plagiaire nouveau venu, bénéficiant d'une surmédiatisation suspecte.

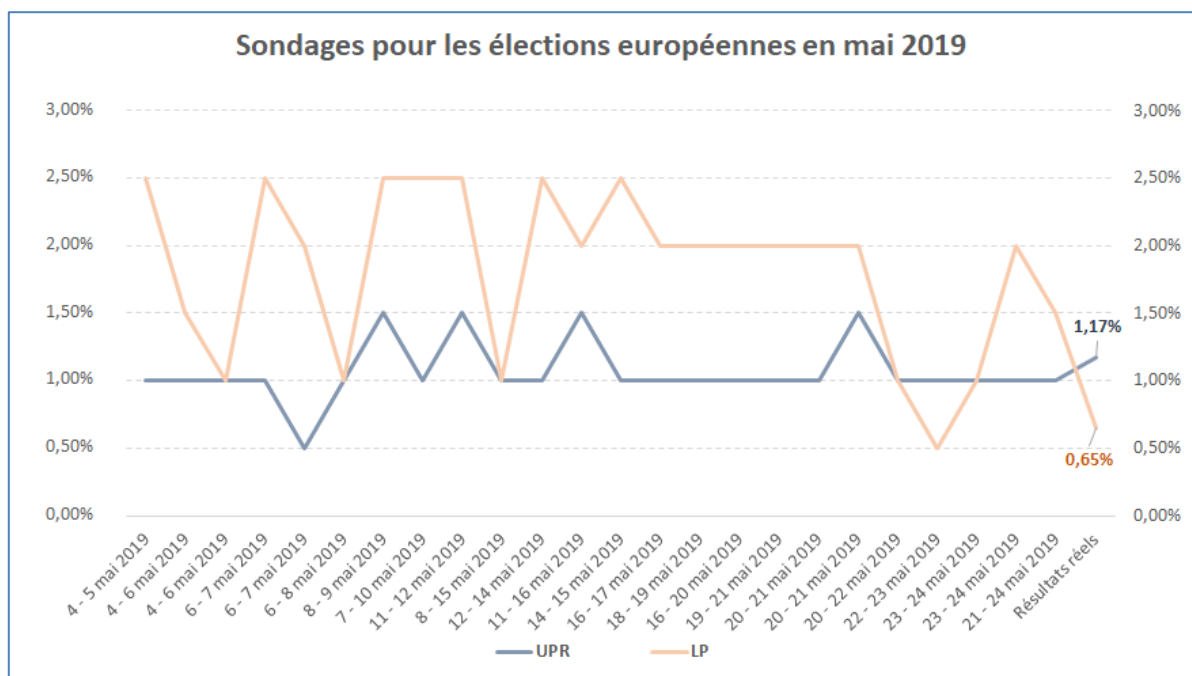
Pour Philippot, ce fut une première déconvenue, d'autant plus cuisante qu'elle était totalement inattendue et qu'elle ruinait ses calculs. Elle l'empêchait aussi de réaliser son OPA sur le « Frexit », et permettait que ce dernier ne soit pas sali par l'image d'extrême droite de M. Philippot. Nous rappelons à cet égard que, pour ces deux élections législatives partielles, les candidats de M. Philippot avaient été, en effet, classés en EXD (pour « extrême droite ») par le ministère de l'Intérieur (voir [ici](#) et [ici](#)) tandis que ceux de l'UPR avaient été classés en DIV (pour « divers »), c'est-à-dire en dehors du clivage droite gauche, par le même ministère.

e) La manipulation des médias et des instituts de sondage aux élections européennes de 2019 pour essayer de faire porter le « Frexit » par Florian Philippot et non par François Asselineau

Quelques mois plus tard, lors des élections européennes du 26 mai 2019, les instituts de sondage et les médias ont à nouveau tenté de faire disparaître François Asselineau au profit de Florian Philippot.

M. Philippot a ainsi bénéficié mystérieusement de sondages bien meilleurs que ceux de M. Asselineau pendant des semaines avant le scrutin, afin de faire croire aux électeurs que la dynamique du « Frexit » était de son côté.

La liste des « Patriotes » a été régulièrement « sondée » à 2,5% alors que celle de l'UPR ressortait globalement à 1%. **Le résultat dans les urnes a été exactement inverse**, les « Patriotes » recueillant 0,65% des suffrages exprimés, et l'UPR près du double avec 1,17%.



Cette manipulation sondagière s'était doublée d'un traitement médiatique plus favorable à M. Philippot qu'à M. Asselineau.

BFMTV pour son [débat de 11 têtes de liste du 23 mai 2019](#), situé juste avant le scrutin, avait invité M. Philippot et pas M. Asselineau, dans l'espoir d'imposer le premier dans l'esprit des électeurs favorables au Frexit, et d'éliminer le second de la course.

Nos protestations indignées ainsi que celles de nos adhérents auprès de BFMTV, qui s'octroyait ainsi le droit de sélectionner les candidats à la place des électeurs, étaient restées lettre morte.

f) Plutôt que de tirer les conséquences de ces échecs et de reconsidérer la main tendue par François Asselineau, M. Philippot a persévéré dans son entreprise de division

M. Philippot a alors cherché avec un culot remarquable à se poser en rassembleur.

Il s'est mis à lancer publiquement, avec agressivité et sans concertation préalable, toute sorte d'initiatives intempestives, qu'il a baptisées des noms pompeux de « maison des patriotes », d'« union sacrée » ou d'« [initiative pour les libertés](#) ». **Avec toujours le même objectif dissimulé : accuser quiconque ne déférerait pas à ses convocations d'être un diviseur ou une personnalité bouffie d'orgueil.**

N'ayant pas réussi à éliminer politiquement François Asselineau avec la complicité active des médias et instituts de sondage qui l'avaient promu à dessein, M. Philippot a donc entrepris de l'attaquer continuellement en lui reprochant un prétendu « égo démesuré ». Comme déjà rappelé, c'est uniquement à François Asselineau qu'il s'en prend, laissant de côté les autres personnalités dites « souverainistes ».

En pratiquant sans honte l'inversion accusatoire, M. Philippot a ainsi fourni une autre raison aux sympathisants, adhérents et cadres de l'UPR de se défier de lui. Car François Asselineau est tout le contraire de la caricature odieuse que M. Philippot fait colporter.

Pour tous ceux qui le connaissent, et notamment les milliers de Français qui l'ont déjà rencontré dans ses innombrables réunions publiques, François Asselineau est en effet un homme chaleureux, d'un abord très simple et facile, et toujours disponible pour discuter avec franchise et sincérité.

Il s'est d'ailleurs lancé, il y a plus de 17 ans, seul et sans moyens, dans un travail de fourmi consistant à faire comprendre aux Français, à rebours de toute la propagande dont leurs oreilles sont constamment rebattues, que la « construction européenne » et l'OTAN sont en train de détruire leur pays.

À la place de ce travail ingrat et ô combien difficile, François Asselineau aurait pu suivre une carrière toute tracée et extrêmement rémunératrice dans des banques ou des grandes entreprises, auxquelles lui donnaient naturellement accès son parcours universitaire et professionnel de tout premier plan, que M. Philippot est d'ailleurs très loin d'égaliser.

En outre, à la différence de M. Philippot, nous ne lançons pas publiquement des sommations à l'attention d'autres responsables politiques. Nous ne prenons jamais personne en traître.

Lorsque par exemple nous avons organisé une soirée pour célébrer le Brexit le [31 janvier 2020](#) où étaient venus Dominique Jamet, Nicolas Dupont-Aignan, Jacques Cheminade, Florian Philippot, Jean-Frédéric Poisson, Gilles Casanova, Djordje Kuzmanovic et le représentant personnel du Comte de Paris, nous avons pris soin de contacter de façon privée et à l'avance chaque participant pressenti.

Du reste, c'est M. Philippot lui-même qui a acquis, lorsqu'il était au FN, une image détestable : il suffit de lire ce que disent de lui ses anciens camarades, comme Louis Alliot qui l'avait [qualifié](#) de « vaniteux », d'« arrogant », de « sectaire » et qui, justement, avait dénoncé son [« égo démesuré »](#).

Son comportement a même fini par indisposer les cadres qui l'avaient suivi du FN :

- ainsi de l'eurodéputée [Sophie Montel](#) qui claqua dès juillet 2018 la porte des « Patriotes » dont elle était la n°2 qualifiant au passage Philippot d'« enfant gâté »
- ainsi de Franck de Lapersonne qui quitta les « Patriotes » en [octobre 2019](#) pour créer un concurrent la « Gauche patriote »
- ainsi encore du conseiller régional Pascal Bauche en [octobre 2020](#).

Nous invitons les lecteurs à visionner [cette vidéo](#), réalisée par un sympathisant de l'UPR que nous ne connaissons pas (qui se présente d'ailleurs comme non-adhérent), dont le contenu illustre notre propos au travers de séquences vidéo témoignant de l'attitude de M. Philippot à l'égard de François Asselineau.

=====

Sur le point 2) : M. Florian Philippot ne présente ni la constance politique, ni la fermeté de conviction, ni l'éthique personnelle qui le rendraient digne de confiance pour une alliance.

=====

a) Lorsqu'il était au FN, M. Philippot a pris des positions publiques visant à se démarquer ostensiblement des positions extrémistes de ce parti...

Lorsqu'il était au FN, M. Philippot entretenait des relations exécrables avec de nombreuses personnalités et factions de ce parti.

- Il attaquait vivement Marion Maréchal, qu'il [qualifiait](#) de « seule » et « isolée » sur des positions qu'il jugeait conservatrices.
- Il s'écharpait avec [Gilbert Collard](#), cité comme étant l'un des principaux opposants au vice-président du FN dans la biographie consacrée à M. Philippot au titre évocateur de [Philippot Ier, le nouveau visage du Front national](#) des journalistes Astrid de Villaines et Marie Labat. Collard indiquait à qui voulait l'entendre qu'il voulait tout simplement [« virer »](#) Philippot et qu'il avait adhéré au FN [« pour dire merde à Florian Philippot »](#).
- Il était en conflit ouvert avec le Président d'honneur du FN, Jean-Marie Le Pen, qui l'avait traité de [« jeune con »](#) et qui avait fustigé son [« outrecuidance »](#).
- Il se présentait comme la cheville ouvrière de la [« dédiabolisation »](#) du FN auprès de Marine Le Pen et comme un ancien de la gauche chevènementiste. Mais il s'agissait d'une présentation fallacieuse de la réalité, qui a été [complètement démontée par la presse](#).
- Il revendiquait se situer en dehors du clivage [droite gauche](#), Il n'avait pas de mots assez durs contre la [frange identitaire du parti frontiste](#). C'est d'ailleurs en [accusant le FN d'être « rattrapé par ses vieux démons »](#) qu'il l'avait quitté.

b) ... mais depuis son départ du FN, M. Philippot a, au contraire, affiché les positions les plus extrêmes !

- En [décembre 2020](#), il a renoué avec Marion Maréchal pour essayer d'élaborer une combinaison politicarde contre leur ancienne famille politique commune.
- Il manifeste désormais avec [Gilbert Collard](#).
- En janvier 2021, M. Philippot a invité et donné la parole, lors de l'une de ses manifestations, à [Christine Tasin](#) de Riposte Laïque, pourtant condamnée pour « incitation à la haine raciale ».
- En février 2021, il a figuré parmi les responsables politiques manifestant contre la [dissolution de « Génération identitaire »](#), dont plusieurs membres ont écopé de [multiples condamnations](#) pour des actions violentes ou des discours haineux.
- En [janvier 2023](#), il s'est vu décerner un véritable brevet d'extrême droite par Jean-Marie Le Pen en personne, lors de la galette des rois de « Boulevard Voltaire ». Selon la confidence de Lorrain de Saint-Affrique, le Président Fondateur du FN a en effet indiqué à Philippot « qu'il était désormais bien plus à droite que lorsqu'il était bras droit de Marine Le Pen au sein du Front national ».

c) M. Philippot considère le Frexit comme une simple tactique politicienne qu'il met de côté sans état d'âme s'il y trouve son intérêt personnel

Lors de cet événement de janvier 2023, M. Philippot n'a pas hésité à afficher sa proximité avec M. Zemmour. Il a même précisé aux journalistes présents, qui l'interrogeaient sur leurs projets communs : « Tout ce que je peux vous dire, c'est que nous sommes assez d'accord avec Éric Zemmour ».

Il n'avait d'ailleurs pas exclu une liste commune Philippot-Zemmour aux élections européennes du 9 juin 2024.

Or, M. Zemmour est notoirement connu pour être un [fervent opposant au « Frexit »](#) !

Cela prouve que le « Frexit », que M. Philippot a essayé de s'approprier depuis qu'il a quitté le FN, n'est en réalité pour lui qu'une option programmatique parmi d'autres, qui peut être abandonnée au gré des circonstances.

Cela signifie aussi que M. Philippot considère que son intérêt personnel prime sur toute autre considération et qu'il est donc prêt à s'allier avec des européistes ou des alter-européistes appelant de leurs vœux une « autre Europe ».

i) Mensonges et dissimulation pour l'élection présidentielle de 2022

C'est d'ailleurs ce qu'il a fait, au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, en soutenant sans le moindre état d'âme M. Dupont-Aignan, lequel n'a jamais varié sur un point : son opposition catégorique à la sortie de l'Union européenne, de l'euro et de l'OTAN.

M. Philippot comptait faire avaler cette pilule à ses sympathisants, en se prévalant de la promesse de M. Dupont-Aignan d'organiser, comme cela était indiqué dans sa [profession de foi](#), un « référendum pour remplacer l'Union européenne par une Communauté des Nations libres et des projets à la carte (supériorité du droit français sur le droit communautaire) ».

Il s'agissait en bref d'une énième et très banale promesse de référendum pour une « autre Europe », qui était accompagnée du slogan « libérons-nous de la Commission européenne ».

Mais qui cela trompe-t-il encore ? Quand bien même les Français auraient-ils élu M. Dupont-Aignan et voté pour son projet d'« autre Europe » pour supprimer la Commission européenne – puisque c'est l'idée de M. Dupont-Aignan –, il serait demeuré le problème insurmontable de faire accepter cette nouvelle formule de « construction européenne » aux 26 autres gouvernements puis aux 26 autres peuples, ou Parlements, devant la ratifier. Un tel projet relève du rêve éveillé.

En soutenant M. Dupont-Aignan à l'élection présidentielle de 2022, M. Philippot a donc sciemment fait le choix de soutenir une solution impraticable et de folkloriser le combat pour le Frexit.

Il a aussi administré, à son corps défendant, la preuve du contraire de ce qu'il entendait démontrer. Car tout son raisonnement était que cette « alliance des souverainistes » devait permettre d'ajouter les électors de MM. Dupont-Aignan et Philippot. Avec leur attelage, ils pensaient aussi capter les électeurs de François Asselineau, empêché de se présenter puisqu'il n'avait pas recueilli les 500 parrainages.

Or, les faits se sont chargés de démontrer que la politique n'est pas l'arithmétique :

- Au premier tour de l'élection présidentielle de 2017, M. Dupont-Aignan a obtenu 4,70% des suffrages exprimés, François Asselineau 0,92%. M. Philippot soutenait pour sa part Mme Le Pen (21,30%).

- Cinq ans après, au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, M. Dupont-Aignan, soutenu cette fois-ci par M. Philippot et alors que François Asselineau n'était pas sur la ligne de départ, n'a plus obtenu que 2,06% des suffrages exprimés. (-2,64 points !).

Bien loin de ce que l'arithmétique lui laissait espérer, M. Dupont-Aignan a ainsi pu constater que le ralliement de M. Philippot à sa candidature s'est accompagné de la perte de 56% de ses électeurs de 2017.

- *A contrario*, Mme Le Pen, qui s'était débarrassée cette fois-ci du « soutien » de M. Philippot, a vu monter son résultat, qui est passé de 21,30% en 2017 à 23,15% (+1,85 point !).

Cette comparaison des résultats entre 2017 et 2022 prouve la fausseté de la théorie selon laquelle seule une alliance avec M. Philippot permettrait de faire progresser électoralement le Frexit.

Les partisans fanatiques de cette théorie méconnaissent le formidable degré de rejet que suscite M. Philippot dans des pans entiers de l'électorat, aussi bien à l'extrême-droite qu'à droite, et plus encore dans toute la gauche. C'est d'ailleurs ce que M. Dupont-Aignan a constaté à son détriment en 2022.

Le Bureau politique de l'UPR est convaincu au contraire que la meilleure façon de progresser consiste à conserver une grande rectitude, en attirant des Français de droite comme de gauche, comme lors du Conseil national de la Résistance.

C'est justement ce que ne veulent pas les observateurs malveillants de la scène politique française qui font feu de tout bois pour accoler l'image de M. Philippot et de l'extrême-droite à l'UPR, afin d'empêcher précisément que des électeurs de gauche ne nous rejoignent.

En se ralliant à M. Dupont-Aignan en 2022, M. Philippot n'a pas seulement contribué à provoquer une hémorragie des électeurs de celui-ci. Il a aussi trahi doublement ses propres adhérents :

- à la fois pour une raison de fond puisqu'il les a emmenés sur la voie de garage de « l'autre Europe » à la sauce Dupont-Aignan,
- et aussi parce qu'une majorité relative de ces derniers (40,5%) s'étaient [exprimés pour un soutien en faveur de M. Zemmour](#) à l'élection présidentielle de 2022, lors d'une consultation interne au parti de M. Philippot, les « Patriotes », en février 2022. Consultation de type « macronesque » puisque M. Philippot n'en a finalement tenu aucun compte.

Cette double trahison a constitué un nouveau coup dur pour les adhérents des « Patriotes » qui avaient déjà été lourdement trompés par leur Président quelques semaines auparavant, lorsqu'il leur avait annoncé, le 30 janvier 2022, [« avoir passé le cap des 300 parrainages »](#) pour sa candidature à l'élection présidentielle.

En fait, le Conseil constitutionnel ne vit arriver... qu'un seul parrainage !

Pour tenter d'expliquer ce grand écart entre 300 parrainages annoncés et 1 seul reçu par le Conseil constitutionnel, M. Philippot a raconté une histoire à dormir debout : il a prétendu sans rire que, ayant acquis la conviction qu'il n'arriverait pas à avoir les 500 parrainages requis, il aurait conjuré, avec abnégation, les maires (on imagine les 299 autres) de donner leur signature à un autre candidat mieux placé que lui (voir [ici](#) à partir de 7 minutes).

La vérité était moins chevaleresque et plus sordide. Nous, qui étions sur le terrain pour réellement chercher les parrainages – activité très difficile et consommatrice de temps s’il en est ! –, savions par tous les maires rencontrés qu’ils n’avaient jamais vu, ni entendu parler, de la moindre recherche de parrainages par M. Philippot ou ses équipes.

ii) Aux législatives 2022, M. Philippot a donné la priorité à « l’union des droites » sur la proposition du Frexit

N’ayant pas obtenu un accord satisfaisant avec Éric Zemmour – probablement du fait de l’hostilité viscérale et notoire de MM. Guillaume Peltier et Nicolas Bay à son encontre -, M. Philippot s’est rabattu, faute de mieux, sur une nouvelle alliance avec M. Dupont-Aignan pour les législatives. Il s’est donc plié sans le moindre scrupule au sempiternel projet de M. Dupont-Aignan d’« union des droites », c’est-à-dire avec des partis anti-Frexit.

Il est d’ailleurs très instructif de noter que les professions de foi de M. Dupont-Aignan, au [1^{er}](#) et au [2^e](#) [tour](#) des élections législatives de 2022, n’ont plus fait la moindre mention de cette promesse de référendum sur une « autre Europe » qui figurait sur ses professions de foi pour les européennes de 2019. Elles n’ont même pas mentionné le mot « Europe », ni *a fortiori* le mot « Frexit ».

Nageant en pleine schizophrénie, les candidats de M. Philippot ayant fait alliance avec M. Dupont-Aignan distribuaient, quant à eux, une [profession de foi](#) se proposant de « porter la voix du Frexit au Parlement » !

Cette contradiction entre les professions de foi de MM. Dupont-Aignan et Philippot montre l’absence de sérieux d’un pareil attelage. Comment M. Dupont-Aignan aurait-il pu se sentir engagé par la promesse de « porter la voix du Frexit au Parlement » que formulait son allié, alors que, pour ce qui le concerne, il s’y est toujours refusé et qu’il venait justement de refuser de l’écrire sur ses propres documents électoraux ?

iii) Aux européennes de 2024, M. Philippot fait alliance avec des alter-européistes qui refusent le Frexit

M. Philippot a annoncé par un [tweet du 18 juin 2023](#) se rallier, encore une fois, à la proposition d’union des souverainistes portée par M. Dupont-Aignan pour les élections européennes de 2024.



Mais M. Dupont-Aignan a jeté l’éponge. Le [26 mars dernier](#), il a annoncé soudainement qu’il ne présenterait finalement pas de liste. Sans égard pour M. Philippot, qui l’avait rallié pourtant publiquement et sans condition pour ces élections européennes, M. Dupont-Aignan a décidé de n’apporter son soutien à aucune liste pour le scrutin. La perte de 56% de ses électeurs en 2022 par rapport à 2017, suite à son alliance avec M. Philippot, ne lui a probablement pas donné l’envie de rééditer l’expérience en 2024.

Et M. Dupont-Aignan explique maintenant à qui veut l'entendre que Jordan Bardella ferait [« bien évidemment »](#) un bon premier ministre...

Constat intéressant : les fanatiques de M. Philippot ont gardé et gardent encore le plus grand silence sur ce lâchage en rase campagne de M. Dupont-Aignan.

De même qu'ils ne disent jamais un mot pour dénoncer les listes concurrentes qui se sont montées sur le « créneau souverainiste » et qui refusent toute alliance avec Philippot.

Non. Ils préfèrent encore et toujours concentrer leurs attaques sur le seul François Asselineau, qu'ils attaquent sans relâche en le décrivant comme LE responsable prétendu de l'émiettement du camp souverainiste et de l'isolement de leur champion.

Quoi qu'il en soit, constatant le lâchage de Dupont-Aignan, M. Philippot s'est « rabattu » sur une autre proie en la personne de Jean-Frédéric Poisson. Celui-ci est pourtant connu pour avoir toujours refusé le « Frexit » et pour focaliser ses prises de position politiques sur une vision conservatrice des sujets sociétaux (IVG, mariage pour tous, etc.).

M. Poisson s'est révélé une proie consentante car il venait de se voir reléguer à une place non éligible sur la liste de « Reconquête » aux élections européennes. Ce qui montre au passage le peu de cas que M. Zemmour et Mmes Maréchal et Knafo font de l'apport de « Via », le parti de M. Poisson, à leur campagne présidentielle de 2022.

Ce mariage de la carpe Poisson et du lapin Philippot prouve que, de part et d'autre, la question de la souveraineté nationale est au fond secondaire.

Dans un récent [entretien](#) à Valeurs actuelles en date du 8 mars 2024, et alors qu'il était interrogé sur le « Frexit », M. Poisson a par exemple répondu de façon emberlificotée : « Je comprends parfaitement les partisans du Frexit. Cependant, je suis très gêné par cette option, dont les conséquences concrètes ne sont pas estimées précisément. ».

M. Poisson pratique donc le « en même temps » macroniste : il « comprend » les partisans du Frexit et, en même temps, il est « très gêné » par cette option. Qui ne devine ce qui se cache derrière ce tour de passe-passe cauteleux, sinon un refus de s'engager pour le Frexit ?

Êtes-vous un partisan d'une sortie de la France de l'Union européenne ?

Je crois peu dans la capacité de réformer l'Union européenne de l'intérieur, même si j'y ai cru un temps. [La Commission de Bruxelles ne respecte pas le cadre institutionnel](#). Je comprends parfaitement les partisans du « Frexit ». Cependant, je suis très gêné par cette option, dont les conséquences concrètes ne sont pas estimées précisément. Le peuple français doit se saisir de cette question, en débattre publiquement, notamment par un référendum, et non par un grand débat à la Macron. On n'a pas le droit d'évacuer la question.

Il n'est donc pas surprenant que le [communiqué](#) de ralliement de M. Poisson à M. Philippot soit un monument d'hypocrisie, dans lequel il n'est nulle part question de la sortie de l'Union européenne, ni de l'euro, ni de l'OTAN.

M. Poisson y prône simplement « l'organisation d'un référendum sur la place de la France dans l'Union européenne ».

Quésaco ?

Cette formulation chafouine de promesse de référendum sur une question sciemment floue, et dont l'initiative ne dépendrait d'ailleurs que du seul Président de la République, laisse la porte grande ouverte à des projets d'« autre Europe » fondée sur des valeurs sociétales très conservatrices, dont M. Poisson se ferait à coup sûr le porte-parole dans l'hémicycle européen.

Les électeurs de la liste Philippot doivent donc être prévenus : s'ils croient sincèrement que la liste de M. Philippot est pour le Frexit, et si cette liste avait des eurodéputés, ils auraient l'amère surprise de voir que leurs votes auraient servi à envoyer à Bruxelles un député anti-Frexit dont le discours est à peu près le même que celui de Mme Maréchal.

De même, M. Philippot a annoncé le [soutien](#) du groupuscule « Reprenons le contrôle ! » à sa liste aux européennes. Or, il s'agit du nom de l'ancien « Génération frexit » - structure formée par les putschistes de l'UPR suite à leur tentative ratée en 2020 d'écarter François Asselineau de la présidence de notre mouvement.

« Génération Frexit » a donc abandonné le terme de « Frexit » dans son nom et pour cause : dans un entretien filmé à la revue de Michel Onfray « Front Populaire » publié le 15 mai 2024, le président de « Reprenons le contrôle ! » indique qu'il faut, au final, proposer aux autres pays de l'Union européenne ... un « nouveau traité » mais « d'Europe des nations ».

C'est-à-dire une sempiternelle « autre Europe » (voir [ici](#) à 14min37s) ! On comprend mieux, au passage, ce que les putschistes de 2020, soutenus par la presse, voulaient faire de notre parti politique.

La conclusion qui s'impose est double :

- **M. Philippot est prêt à se rallier, dans la minute et sans condition, à n'importe quel opposant au Frexit (M. Dupont-Aignan, M. Zemmour, M. Poisson, etc.). Il l'a d'ailleurs fait plusieurs fois.**
- **Mais il a toujours refusé de se rallier de la même façon à François Asselineau, le promoteur n°1 du Frexit. Il a au contraire refusé d'emblée de rallier l'UPR et a constamment tenté d'invisibiliser notre mouvement, avec l'aide active et révélatrice de nombreux médias. Toutes ces manœuvres ayant fini par échouer, il joue désormais l'inversion accusatoire, en tentant de faire passer François Asselineau pour un diviseur qui nuirait à la réussite du « Frexit ».**

Conscient que les taux très élevés d'abstention et le discrédit général de la politique qui minent la France résultent du fait que les électeurs ne supportent plus les conduites politicardes, le Bureau politique de l'UPR souhaite pour sa part rester toujours sur la ligne la plus droite et la plus claire :

- **Nous refusons des alliances de circonstance, fondées sur des montagnes d'arrière-pensées et d'hypocrisie, avec un politicien prompt à retourner sa veste à tout moment en faisant alliance avec des anti-Frexit.**
- **Nous refusons donc toute « union des droites » ou toute « union des gauches » car nous y perdrons notre âme et notre spécificité, en nouant des alliances avec des responsables refusant de sortir de l'Union européenne, de l'euro et de l'OTAN.**
- **Nous poursuivons au contraire depuis 17 ans l'édification d'un grand rassemblement populaire alliant droite et gauche, où tous les participants sont d'accord sur l'essentiel : notre triple sortie de l'Union européenne, de l'euro et de l'OTAN pour rendre son indépendance à la France.**

Cette ligne politique, extrêmement claire et invariée depuis 17 ans, est confortée par la victoire du « non » au référendum du 29 mai 2005 sur le projet de « Constitution européenne ». Car les sondages post électoraux ont révélé que, parmi les 55% de Français ayant rejeté le texte, 30 à 35 points venaient de la droite et 20 à 25 points venaient de la gauche.

Le Frexit ne pourra donc être obtenu que par une force politique qui rassemblera ces mêmes Français au-dessus du clivage droite-gauche. C'est, depuis sa création, la stratégie fondamentale de l'UPR et nous n'en changerons pas.

iv) Par ailleurs, l'attitude « bougiste », brouillonne et versatile de M. Philippot indispose beaucoup de Français, dont la plupart de nos adhérents et sympathisants

Constatant qu'il n'arrivait pas à faire oublier que l'UPR proposait le Frexit depuis 10 ans, et qu'il n'en faisait qu'un plagiat ne trompant personne, M. Philippot s'est mis à rechercher, non sans fébrilité, d'autres axes de développement pour sa boutique politicienne.

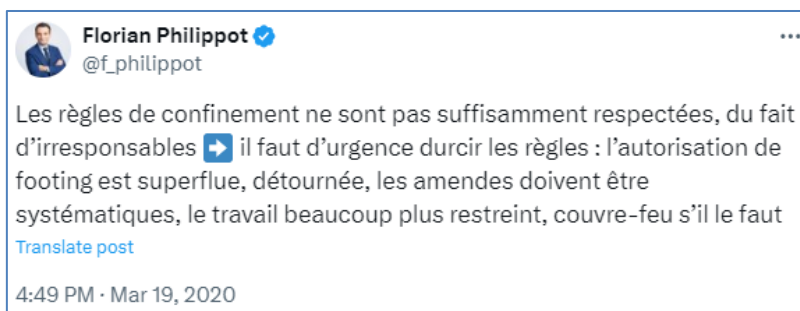
Il a ainsi décidé de s'emparer de tous les sujets d'actualité pour tenter de se faire mousser devant les médias, d'en faire une vidéo sur-le-champ, de quémander au passage systématiquement de l'argent, d'attiser au maximum la colère de son public et d'appeler continuellement à faire des manifestations.

Ces manifestations constituent pour lui un système très au point d'autopromotion et d'appel à financement. Mais, depuis quelque 3 ans, elles n'ont jamais débouché sur quoi que ce soit de concret, sinon sur l'exaspération et la frustration.

Chose très étonnante, les innombrables manifestations de M. Philippot ont toujours bénéficié des conditions les plus favorables. Même lorsqu'il s'agissait d'aller vociférer sous les fenêtres du bureau de tel ou tel ministre, elles se sont toujours déroulées avec l'assentiment tacite de la police et n'ont jamais été troublées par la présence de « black blocs » indésirables.

- M. Philippot a commencé ainsi sa stratégie de diversification en se « jetant » goulûment sur le mouvement des « gilets jaunes ». Tellement goulûment qu'il est allé jusqu'à déposer discrètement la marque « Les Gilets Jaunes » à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) en vue de s'en accaparer l'usage et d'en faire potentiellement une exploitation commerciale juteuse. Cette démarche odieusement intéressée avait suscité un [vif scandale](#) lorsque la presse l'avait découverte et révélée.
- M. Philippot a ensuite, lors des élections européennes de 2019, lancé une liste intitulée « Ensemble patriotes et gilets jaunes » avec un certain Jean-François Barnaba, présenté abusivement comme un leader des « gilets jaunes de l'Indre ». La presse découvrit qu'il était leader de rien du tout et qu'il s'agissait d'un fonctionnaire gagnant, depuis 10 ans, [2.600 euros par mois sans effectuer le moindre travail](#). Ce qui avait suscité un nouveau scandale.
- M. Philippot s'est ensuite « jeté » sur la crise sanitaire, quitte à prendre des positions totalement contradictoires, et toujours sans nuances, ni cohérence, ni prudence. Surnommé « la girouette de la crise sanitaire » par le magazine [Marianne](#), M. Philippot est ainsi passé d'une position intransigeante et extrémiste en faveur d'un confinement strict à celle.... d'un ultra opposant au confinement.

Le 19 mars 2020, il [écrivait](#) par exemple avec indignation que « les règles de confinement ne sont pas suffisamment respectées, du fait d'irresponsables, il faut d'urgence durcir les règles : l'autorisation de footing est superflue, détournée, les amendes doivent être systématiques, le travail beaucoup plus restreint, couvre-feu s'il le faut ».



De même, il s'était déchaîné contre le gouvernement pour lui reprocher le manque de masques, avant de se mettre à proclamer haut et fort l'inutilité desdits masques.

En parallèle, il s'est « jeté » sur le professeur Raoult, dont il a essayé de capter l'image à son profit, en plaçant par exemple quantité de fois son portrait sur les vignettes de ses vidéos dans l'espoir de faire le buzz.

Il n'a pas hésité non plus à [« pomper »](#) l'idée de Me Di Vizio d'une association des personnes ayant subi les injections anti-covid sans consentement.

- Après l'affaire de la crise sanitaire, M. Philippot s'est « jeté » sur les faits divers dont il estimait pouvoir tirer profit, comme l'horrible assassinat de la petite Lola. Il a ainsi rejoint Zemmour à une [manifestation](#) très polémique, et même obscène puisque la famille de la victime avait expressément demandé qu'[aucune récupération politique](#) de ce drame ne soit entreprise et que son deuil soit respecté.
- Il en a été ainsi de quantité d'autres sujets, depuis la « tribune des généraux » jusqu'à l'affaire des bouquinistes parisiens menacés par la tenue des Jeux olympiques, en passant par Geneviève de Fontenay dont le Président des « Patriotes » a aussi essayé de s'approprier l'image, suscitant une [réaction particulièrement scandalisée](#) de la part de l'organisatrice de Miss France.
- Entre ses différentes opérations de captation, il [arrache](#) ou [brûle](#) quelques drapeaux européens tout en faisant alliance avec des anti-Frexit, et lance quelques « grandes pétitions nationales » ne débouchant jamais sur rien non plus.

Ce comportement outrancier, caricatural et irrespectueux des personnes, dont il s'approprie sans vergogne l'image ou les combats, est exactement celui d'un opportuniste, d'un démagogue et d'un coucou – cet oiseau squatteur par nature, qui passe sa vie à vouloir installer sans effort son nid dans celui des autres.

Tout ceci est à l'exact opposé de l'éthique qui est la nôtre et qui est celle de François Asselineau. Une alliance avec un personnage tel que M. Philippot ferait fuir la grande majorité de nos sympathisants, adhérents et militants.

=====

Sur le point 3) : M. Philippot agit exactement comme s'il cherchait à affaiblir et, finalement, rendre inopérant ce qu'il prétend défendre, en y accolant son image d'activiste d'extrême droite, excessif et opportuniste, qui fait fuir la grande masse des Français

=====

Fort de l'ensemble de ces constats, le Bureau politique de l'UPR pose une question : en définitive, pourquoi M. Philippot fait-il ce qu'il fait ?

Comme on l'a dit, un comportement rationnel de sa part aurait été de rejoindre l'UPR en répondant à la main tendue de François Asselineau dès septembre 2017, d'essayer ensuite de se positionner comme son successeur naturel pour reprendre le flambeau quelques années plus tard et s'imposer sinon comme l'unique, tout du moins comme le plus puissant et légitime représentant du Frexit en France.

L'objectif poursuivi par M. Philippot est semble-t-il tout autre.

M. Philippot agit comme s'il était à la fois actionné et tenu par des forces souhaitant la destruction de François Asselineau qui représente *de facto* sur l'échiquier politique français, la principale force d'opposition à l'oligarchie euro-atlantiste et donc un danger majeur pour elle.

a) Florian Philippot n'a pas toujours été le défenseur de la sortie de l'OTAN qu'il prétend être aujourd'hui.

Lorsqu'il était au FN, M. Philippot ne prônait pas la sortie de l'OTAN. Il ne la prônait pas davantage après avoir rompu avec Marine Le Pen, la charte des « Patriotes » ne proposant initialement [que la sortie du commandement militaire intégré](#), dans lequel Nicolas Sarkozy avait réintégré la France en avril 2009.

Il faut savoir que le 20 août 2020, François Asselineau a dîné avec Florian Philippot, à la demande de ce dernier. Un collaborateur de chacun était également présent à la rencontre. François Asselineau a demandé à Florian Philippot pourquoi il ne l'avait pas rejoint et ce dernier a confirmé qu'il ne voulait pas que la France sorte de l'OTAN.

Même si aujourd'hui M. Philippot plagie le discours de l'UPR sur l'OTAN, cette position ne correspondait manifestement pas à son opinion de l'époque.

Or, tout se tient dès lors que l'on a compris que la « construction européenne » et l'OTAN ne sont que les deux parties, respectivement civile et militaire, d'un même étau : le processus de mainmise et de domination des États-Unis d'Amérique sur le Vieux continent, et tout spécialement sur la France. On ne peut en toute logique vouloir quitter l'Union européenne sans quitter l'OTAN.

b) La participation début 2022, à une manifestation de Florian Philippot, du sulfureux Steve Bannon, apôtre du rassemblement des extrêmes droites européennes sous la houlette de la droite américaine.

Lors de l'une de ses manifestations début 2022, Florian Philippot a diffusé un [message de soutien](#) du sulfureux Steve Bannon, grand instigateur d'un projet de [noyautage](#) des partis politiques d'extrême droite européens sous l'autorité de la droite américaine, et très proche notamment de [Marion Maréchal](#).

L'UPR quant à elle est, évidemment, à l'opposé de ce type de rassemblement promu par M. Bannon.

c) La participation de Florian Philippot à la « Worldwide Freedom Initiative » à Paris le 10 novembre 2023, organisée sous la houlette de hautes personnalités politiques américaines et ayant pour invité principal Éric Zemmour.

Plus récemment, le 10 novembre 2023, M. Philippot a participé avec M. Dupont-Aignan et M. Zemmour au rassemblement à Paris de la [« Worldwide Freedom Initiative »](#).

Ce surprenant colloque était organisé par une branche du Parti Républicain américain « Republican Overseas Worldwide » :

- sous la houlette de l'avocat franco-américano-israélien Randy Yaloz,
- et sous le haut patronage de Mike Johnson, président de la chambre des représentants et en présence de la gouverneure du Dakota du sud, Kristi Noem, pressentie pour être la [candidate de Donald Trump](#) à la vice-présidence des États-Unis d'Amérique.

MM. Philippot et Dupont-Aignan y ont participé à une table ronde sur la liberté d'expression, modérée par Éric Morillot. M. Zemmour occupait la place d'honneur de cette journée où il a prononcé un discours d'introduction sur « l'union des droites » et son [soutien inconditionnel à la politique du gouvernement israélien](#).

François Asselineau a analysé l'ensemble de cet événement dans la vidéo parue sur UPR-TV intitulée [« Accourus au coup de sifflet de Zemmour et d'Oncle Sam, Dupont-Aignan et Philippot jettent le masque »](#).

Nous laissons aux lecteurs le soin de visionner ou de reVISIONNER cette vidéo pour qu'ils mesurent bien la signification politique qu'a revêtue, pour M. Philippot et accessoirement pour M. Dupont-Aignan, leur participation à un pareil événement.

d) Les oublis révélateurs de Rudy Reichstadt de « Conspiracy Watch » dans sa cartographie des « complotistes ».

Quelques jours plus tard, l'officine dirigée par Rudy Reichstadt « Conspiracy Watch », qui agit exactement comme si elle était un relais des services de renseignements américains en France, publiait une prétendue [cartographie de la « complosphère »](#).

Ce document pseudo-technique comporte des caractéristiques extraordinaires :

- M. Zemmour n'y est pas mentionné, alors que l'on s'attendait logiquement à le voir figurer en tête des « complotistes » de la rubrique « Grand Remplacement, anti-Islam, identitaires »
- M. Philippot n'y est pas mentionné non plus, alors que l'on s'attendait logiquement à le voir figurer en tête des « complotistes » de la rubrique « Covidio-scepticisme, anti-masque, anti-vax »
- Ni M. Dupont-Aignan ni M. Poisson n'y sont pas mentionnés non plus
- En revanche, Rudy Reichstadt a pris grand soin de placer François Asselineau dans la catégorie « Pro-Kremlin, antimécanisme, terrorisme fabriqué ».

Nous avons analysé les « oublis révélateurs » de M. Reichstadt dans une [vidéo](#).

e) La mystérieuse activité de « conseil » de Florian Philippot qui lui procure ses revenus et sur laquelle il ne veut pas donner de détail.

Interrogé par Pascal Praud sur CNEWS le 13 mai 2024 au sujet de ses [revenus](#), Florian Philippot s'est montré extrêmement gêné pour répondre.

Il a tenté d'éluder la question dans un premier temps en indiquant ne pas avoir de « revenu politique ».

Puis il a expliqué, face à l'insistance du journaliste : « on s'débrouille ».

Relancé une troisième fois, il a fini par indiquer « être à son propre compte » dans une activité de « conseil », tout en refusant de donner le secteur ou l'activité précise, malgré la demande de Pascal Praud.

On ne sait donc pas grâce à quels « clients » M. Philippot gagne sa vie. On ne connaît pas non plus le secteur ni le pays des clients qu'il « conseille ».

=====

En conclusion, après avoir refusé notre main tendue en 2017, M. Philippot a multiplié les changements de caps politiques et idéologiques de façon abrupte et totalement contradictoire. Il en résulte un parcours en lignes brisées, qui l'amène à s'allier à des opposants au « Frexit », minant sa crédibilité et révélant son absence de sérieux, de fiabilité et de bonne foi.

N'ayant pas de colonne vertébrale politique, il essaie de capter tous les mouvements de protestation de la société française au profit de son ambition personnelle. Ce comportement a pour corollaire d'attiser les colères et les haines du public, mais aussi de le rendre insupportable au plus grand nombre et de l'isoler.

À ce comportement incompatible avec la rectitude politique que nous entendons incarner, s'ajoutent les zones d'ombres très problématiques du parcours de M. Philippot que nous avons décrites plus haut et qui interrogent quant aux forces qui exercent une influence sur lui.

L'UPR, quant à elle, poursuivra son objectif d'unir les bonnes volontés pour arrêter l'effondrement de la France et amorcer son redressement. Le programme politique de l'UPR, l'engagement politique de François Asselineau et la composition de notre liste aux élections européennes sont tournés vers ce seul but.

Bureau Politique de l'Union Populaire Républicaine
Juin 2024